



ARRETE N° 96-4160 du 02 JUIL. 2026

DIRECTION GENERALE
ADJOINTE DES RESSOURCES,
DE L'EDUCATION ET DU
NUMERIQUE
Direction des Ressources humaines

**ETABLISSANT LA LISTE D'APTITUDE AU GRADE
DE CONSEILLER TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF
AU TITRE DE L'ANNEE 2026**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.522-23 à L.522-31,

Vu le décret n° 2013-489 du 10 juin 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs,

Vu la délibération du Conseil départemental fixant le tableau des effectifs du personnel du Département de la Sarthe,

Vu l'arrêté n°21/78 portant établissement des lignes directrices de gestion, après avis du Comité technique en date du 18 décembre 2020,

Vu l'arrêté n°23/4711 portant révision des lignes directrices de gestion, après avis du Comité social territorial en date du 25 mai 2023,

Sur la proposition de Madame la Directrice générale des services du Département,

ARRETE

Article 1 - A compter du 1^{er} juillet 2026, la liste d'aptitude au grade de conseiller territorial socio-éducatif, au titre de l'année 2026, s'établit ainsi qu'il suit :

- Mme Marylène RENOU

	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Agents promouvables*	149	3	152
Agents inscrits sur le tableau d'avancement de grade	1	0	1

*(Ensemble des agents remplissant les conditions individuelles à l'avancement)

Article 2 - Madame la Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication, d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Nantes 6, Allée Ile Gloriette CS 24111, 44041 Nantes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le Président du Conseil départemental,



DESTINATAIRES :

- Contrôle de la légalité (2 ex.)
- Dossier (original)

A compter de sa réception au contrôle de légalité le :

02 JUIL. 2026

et de sa publication ou notification le : 02 JUIL. 2026